Tunisie :les élections législatives qui viennent, le 26 octobre prochain, seront déterminantes pour le pays.

Publié par Charles Millon · 22 octobre 2014, 18:26
Malgré sa constitution modérée adoptée en janvier dernier, pèse encore sur la Tunisie l'épée de Damoclès de l'islamisme.

Les élections législatives qui viennent, le 26 octobre prochain, seront déterminantes pour le pays.

En effet, Ennahda, le parti lié aux Frères musulmans, qui avait hérité du pouvoir après la chute de Ben Ali, avant d'en concéder une partie à un « gouvernement de technos » il y a quelques mois, est en embuscade.

Rached Ghannouchi, son président, est en tournée promotionnelle actuellement en occident, notamment aux Etats-Unis, où il vante un islam modéré.

Familier du double discours depuis de longues années, celui qui il y a un an demandait aux salafistes « encore un peu de patience » avant de s'ébattre en liberté dans le pays, est prêt aujourd'hui à envisager une alliance avec les anciens partisans de Ben Ali.

C'est dire si la possibilité que le pouvoir lui échappe l'effraie.

Contre ces partis qu'il qualifie d'extrême-gauche, comme celui de Beji Caïd Essebsi, Nida Tounes, le mouvement islamiste ne recule devant rien.

Son bilan économique reste désespérément creux ?

Il feint de laisser entrer au gouvernement des experts issus de la société civile, tel Mehdi Jomaa, l'actuel Premier ministre, dont il est en réalité très proche.

La guerre contre le terrorisme ? En paroles, il la pratique et se propose comme médiateur avec la Libye ou le Yémen.

Dans les faits, il demeure proche du Hamas, de l'Arabie saoudite ou du Qatar, suivant les jours.

Or, à l'heure où le terrorisme islamique prend des proportions effrayantes, où la Libye est en proie à l'anarchie, que rien n'a été réglé dans le Sahel, pas même au Mali où se reforment les anciens groupes séparatistes ; alors que l'avenir de l'Algérie est imprévisible, puisque les jours de son président sont manifestement comptés, la France et plus généralement l'Europe ont besoin d'un allié sûr dans la région, pour que les dernières digues ne sautent pas.

Une Tunisie chaotique ou même islamiste est un luxe que la France ne peut se payer.

La Tunisie, malgré les impérities de la dictature de Ben Ali, fut sans doute le pays le plus avancé de la région en matière de libération des femmes et d'éducation des peuples, héritage de l'ère Bourguiba.

Son économie elle-même semblait presque prospère, bien que l'intérieur du pays, ferment de la révolution ait été oublié au profit des côtes touristiques.

Aujourd'hui, l'exode rural crée un nouveau lumpenprolétariat urbain à qui l'on ne promet aucun avenir, l'Etat incapable de protéger ses frontières en a fait une passoire pour migrants subsahariens à destination de l'Europe et de ses marches mêmes un terrain de jeu pour groupes terroristes.

Les beaux discours de M. Ghannouchi et de ses alliés ne parviennent plus à masquer l'échec patent de la politique des Frères, même au point de vue social : habiles pour choyer les pauvres quand ils ne sont pas au pouvoir et se créer une clientèle, ils se révèlent incapables de mener une politique véritable à la tête d'un Etat.

L'Egypte de Morsi en a administré une bonne preuve.

Ni la France ni l'Europe ne peuvent ni ne doivent intervenir dans le processus d'élections démocratiques en cours.

Il est cependant de leur devoir autant que de leur intérêt d'avertir les populations tunisiennes du désastre qu'elles se préparent si elles votent une fois encore pour le parti islamiste.

Du Proche-Orient à l'Afrique sahélienne, ce monde est une poudrière. Et la Tunisie est au milieu.

Charles Millon

Religions et géopolitique méditerranéenne

Publié par Charles Millon · 5 avril 2014, 11:04

L'implantation et la croissance de l'islam en Europe occidentale, généralement le fait de lourds mouvements de population, sont aujourd'hui très connues et documentées.

L'immigration massive qui a lieu depuis une quarantaine d'années contribue à changer le visage religieux des grandes métropoles européennes et de leurs banlieues, imposant des défis de taille aux autorités des nations concernées, à propos notamment de l'expression publique de la nouvelle religion.

On ignore cependant que les équilibres immémoriaux sont bouleversés des deux côtés de la Méditerranée : les pays culturellement musulmans, ceux du Maghreb ou de la péninsule arabique, sont confrontés eux aussi à un nouveau paramètre, le développement du christianisme derrière leurs frontières, qu'il soit le fait de populations autochtones converties ou d'une fraîche immigration de masse.

Les chiffres parlent pourtant d'eux-mêmes : en Arabie saoudite, terre sacrée de l'islam et par là particulièrement répressive au point de vue de la liberté religieuse, où aucun autre culte public que musulman n'est autorisé, on compte pourtant 1,5 million de chrétiens, majoritairement catholiques, soit 4% de la population.

Ce sont principalement des travailleurs immigrés, qui gardent le statut d'étrangers, mais dont la présence, renforcée par celle des expatriés occidentaux,

se fait de plus en plus embarrassante pour la dynastie régnante.

Celle-ci envoie depuis une dizaine d'années des signes contradictoires : ainsi le roi d'Arabie a rencontré le Pape Benoît XVI au Vatican en 2007, à la suite de quoi l'on évoquait la construction d'une église à Riyad.

Mais début 2012, le grand mufti d'Arabie saoudite a réclamé le destruction de toutes les églises de la région, rappelant que la tradition islamique interdisait qu'on tolère quelque culte que ce soit à proximité des lieux saints que sont Médine et La Mecque, villes dans lesquelles les chrétiens n'ont d'ailleurs pas le droit d'entrer.

Reste que la population chrétienne est bien présente, fournissant une main-d'œuvre bon marché dont le pays aurait du mal à se passer.

L'Église orthodoxe russe a obtenu elle le droit de bâtir sur le territoire de son ambassade une église qui arbore croix et autres signes chrétiens ostensibles.

Les chiffres des micro-États du Golfe sont à l'avenant : à Bahreïn on compte 5% de chrétiens, aux Emirats arabes unis près de 10%, au Koweit 8%, à Oman 2,5 et au Qatar 5%, pour la plupart des expatriés et surtout des travailleurs immigrés venus des Philippines ou d'Inde participer aux pharaoniques projets qu'ont initiés les pétromonarchies ces dernières décennies.

Même si les modalités d'acquisition de la nationalité de ces Etats sont très restrictives, ces travailleurs étant donc destinés à demeurer des étrangers, les communautés chrétiennes qu'ils fondent constituent tout de même un potentiel danger social pour les dirigeants.

L'Égypte, on le sait, compte depuis toujours une grosse minorité copte, antérieure à l'islamisation du pays, estimée aujourd'hui à 11% de la population et dont la chute de Moubarak a rendu la situation plus précaire encore. La poussée islamique que le président Morsi tente de maîtriser et d'utiliser à son profit risque de poser de manière plus brûlante encore la question du statut des non-musulmans dans le pays.

Si la Libye compte, elle, une infime minorité chrétienne, la situation est plus complexe dans les pays du Maghreb, surtout en Algérie et au Maroc.

Même si les chiffres varient grandement – pour l'Algérie, ils vont ainsi selon les

sources de 50 000 à 200 000 conversions au christianisme – il est impossible de nier qu'il se passe quelque chose dans ces pays, une ouverture à d'autres confessions, que l'on tenait pour inimaginable depuis mille ans.

Les conversions au christianisme sont, autant qu'on puisse en juger, d'abord le fait de la communauté amazighe (kabyle, ou berbère) qui a, depuis l'invasion arabe, conservé des traits culturels distinctifs, notamment l'usage d'une langue propre et à qui l'islam, en tant que transmis par le Coran, demeure linguistiquement étranger.

La Kabylie est en outre la seule région d'Algérie où du temps de la colonisation française une tentative d'évangélisation ait eu lieu, sous la houlette du Cardinal Lavigerie.

Reste que le réveil de la communauté berbère, en Algérie et au Maroc singulièrement, s'est opéré synchroniquement avec la vague de conversion au christianisme depuis vingt ans.

Les légendes les plus abracadabrantes courent sur les méthodes prosélytes des églises évangéliques, comme le fait qu'elles distribueraient visas et dollars contre une adhésion, mais elles n'ont jamais été prouvées.

Le gouvernement algérien, même si le satisfait à l'évidence le colportage de ces ragot, est pourtant forcé de reconnaître depuis peu l'évolution des chiffres : quand il faisait état de 0,06% de chrétiens en 2002, il en admet aujourd'hui 0,7%. La CIA avance, elle, 1% de chrétiens et de Juifs dans tout le pays.

Quoique tous ces chiffre soient apprendre avec précaution, l'augmentation demeure Quoique tous ces chiffres soient à prendre avec précaution, l'augmentation demeure significative et si un petit pour cent de population ne risque pas en soi de bouleverser l'identité 'un pays ni son équilibre, les signes sont là que les Algériens sont nombreux à aspirer aujourd'hui à autre chose qu'à la religion de leurs pères, surtout quand elle a tendance à se durcir comme dans l'époque actuelle.

La présence dans les postes de télévision de pas moins de dix chaines chrétiennes, émettant bien entendu de l'étranger, semble d'après les rares témoignages recueillis auprès des nouveaux convertis contribuer à cette ouverture au reste du monde.

Cependant, face à ce mouvement indéniable, les persécutions des autorités vont bon train depuis une dizaine d'années.

Si la constitution algérienne, héritée de sa fondation socialiste « moderne », reconnaît la liberté du culte, les entorses sont légion. Depuis 2005, l'enseignement de la charia est devenu obligatoire pour tous les élèves du secondaire ; parallèlement, le contrôle des prêches s'est étendu et la distribution de certains ouvrages religieux est interdite.

Toutes dispositions qui invoquées sous l'habituel argument de la lutte contre le terrorisme sont prises pour lutter contre les églises chrétiennes.

La loi de 2006, la plus sévère, qui réprime le prosélytisme et oblige de réclamer une approbation des autorités avant de prêcher, a conduit à de nombreuses fermetures de lieu de cultes, ainsi qu'à l'expulsion de dizaines de pasteurs protestants.

Au Maroc, au-delà des chiffres ubuesques officiels – tout citoyen du pays, hors quelques milliers de Juifs, sont censés être musulmans - on note aussi une très forte croissance des adhésions aux églises évangéliques, de l'ordre de 3% par an, ce qui porterait le nombre de chrétiens à plus de 100 000.

Il ne faut pas négliger aussi la venue de migrants subsahariens, qu'ils soient étudiants ou refoulés lors de leur tentative de passage vers l'Europe, qui gonfle les chiffres des disciples du Christ.

Ainsi, la géopolitique méditerranéenne actuelle doit-elle prendre en compte ces deux facteurs inverses que sont la croissance de l'islam en Europe, des Balkans à la Scandinavie en passant par la France et le Royaume-Uni, et la naissance d'un nouveau christianisme au sud du Bassin.

Si les législations européennes sont particulièrement tolérantes pour la liberté du culte, ce n'est pas encore le cas de tous les pays d'Afrique ou de la péninsule arabique, qui vont pourtant devoir répondre à la question dans les années qui viennent.

Charles Millon